



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

01-06-2016

L'Afrique au cœur des affrontements inter-impérialistes

F. Hollande a effectué récemment un voyage en Centrafrique où il a annoncé la fin de l'opération Sangaris lancée en décembre 2013 pour « sécuriser le pays ». C'est la septième intervention militaire française depuis 1960. Il a ensuite participé au Nigeria à un sommet des pays du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger et Bénin) où la lutte contre Boko Haram a été l'ordre du jour officiel. A aucun moment la moindre analyse de la situation réelle de l'Afrique n'a été abordée.

Pourtant, dans la lutte que mènent les forces de l'impérialisme pour se répartir leur influence dans le Monde, l'Afrique est un continent particulièrement important et sensible. Dans le processus de mondialisation capitaliste, dans le contexte de la défaite du camp socialiste qui a accéléré ce processus, de l'émergence de centres impérialistes nouveaux à côté et en concurrence avec les centres anciens et d'une émergence d'un capitalisme africain au développement très inégal, les conditions de la domination impérialiste changent. Ces mutations se traduisent par une aggravation sensible de l'emprise du capitalisme sur la dynamique de développement globale du continent.

C'est à l'analyse de ces transformations qu'il convient de s'attacher pour comprendre les stratégies des États impérialistes au rang desquels la France joue un rôle important dans cette région du

Monde. Dans des conditions nouvelles comparées à celles légués par la décolonisation et son action néocoloniale, elle doit par sa présence économique, militaire, culturelle et idéologique assurer les conditions permettant à ses propres monopoles de participer à l'extraction de la plus-value tirée de l'exploitation du travail humain.

Les conditions sont aujourd'hui celles d'États d'une souveraineté limitée dont l'activité économique est largement dominée par l'extraction et l'exportation de matières premières minérales ou agro-alimentaires. Ce transfert de richesses dans un contexte de libre concurrence, organisé par les grands monopoles explique en grande partie la croissance du PBI des pays africains, croissance qui est largement exportée vers les centres capitalistes dominants. Cette exploitation engendre une dette importante qui entraîne une dépendance accrue des États et constitue une source de profits importants pour le système financier capitaliste. Cette dette est aussi un moyen de pression politique pour maintenir la domination de l'impérialisme sous forme en particulier des interventions des institutions financières internationales comme le FMI qui imposent des politiques de privatisation et d'austérité selon les recettes bien connues. La réalisation d'accords de libre-échange dans une situation d'inégalité totale de puissance a pour conséquence le renforcement de l'exploitation des grands groupes capitalistes et l'augmentation de la paupérisation de masse. Paupérisation qui est un double avantage pour les firmes et les États capitalistes dominants en ce qu'elle permet des transferts de force de travail à bon marché vers les centres africains ou non de ces entités capitalistes. Cela n'exclut pas bien au contraire une exploitation locale dans des conditions d'une main d'œuvre captive sans protection sociale et soumise à des régimes dictatoriaux.

Ces accords de libre-échange de l'Union Européenne avec l'Afrique assurent l'accès à l'Europe des produits qu'elle-même ne peut produire, tandis qu'elle protège ses marchés et empêche le développement d'un capitalisme endogène à l'Afrique empêchant ainsi la constitution de pôles de concurrence avec ses propres productions. L'Afrique représente un marché potentiel énorme qui était de 600 milliards en 2013 et qui devrait grimper à 1.000 milliards d'Euros en 2020. L'Union Européenne est un facteur de renforcement de l'emprise du grand capital sur l'économie africaine. Les deux principales anciennes puissances coloniales, la France et le Royaume Uni jouent des rôles spécifiques dans la domination

capitaliste en Afrique. Ainsi, dans les fusions acquisitions ce sont la France et le Royaume Uni qui sont en tête des opérations, suivis de la Chine. Ainsi, c'est ce que souligne le rapport Védrine de 2013, les conditions changent et entraînent l'approche de la France à des modifications sensibles. Elle doit selon ce rapport reconquérir une influence économique et culturelle pour faire face à la concurrence chinoise et étasunienne dans des conditions de libre-échange et de circulation libre des capitaux. Les interventions françaises dans ses ex-colonies comme sa présence dans l'espace anglophone (la visite de Hollande au Nigeria) témoignent de cette volonté.

Les USA depuis les années 2000 portent une attention plus soutenue à l'Afrique. Leurs firmes multinationales occupent une place importante et grandissante, des dispositifs politiques sont mis en place pour asseoir cette présence.

En 2014 Le gouvernement des USA a organisé un sommet des États africains visant à conforter le partenariat économique avec l'Afrique. Si l'activité des firmes américaines est importante dans le domaine de l'extraction des hydrocarbures, elle joue aussi un rôle important dans le domaine agro-alimentaire en poussant en avant les grandes multinationales comme Monsanto et en développant un modèle agraire tourné vers l'exportation. Cet agrobusiness ruine la paysannerie et empêche l'auto suffisance alimentaire. Elle jette sur le marché du travail des millions de paysans déclassés qui pourront être exploités au moindre coût en constituant une armée de chômeurs. Cette pénétration du grand capital dans le domaine agraire s'accompagne de discours philanthropiques mais cela ne change rien au fond du problème !

Les nouvelles puissances capitalistes émergentes sont aussi présentes en Afrique et veulent arracher leur « part du gâteau ». Elles théorisent un partenariat « sud-sud » visant à s'opposer à celui du « nord-sud » caractéristique du rôle des vieilles puissances impérialistes. Ce partenariat « sud-sud » est endogène, c'est le cas avec l'Afrique du Sud puissance capitaliste dominante de la région et l'Angola puissance capitaliste montante. Il est aussi exogène avec en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil. Ces puissances capitalistes montantes ne pratiquent pas autrement que les anciennes. Leurs besoins importants en matières premières pour leur propre développement capitaliste, comme leur volonté de freiner l'émergence de concurrents locaux, les conduisent à des pratiques impérialistes et contribuent au développement de la domination capitaliste en Afrique.

Cet affrontement pour le partage des richesses du continent entraîne une présence militaire accrue. Si la France ancienne puissance coloniale est particulièrement présente elle n'est pas la seule, les USA sont aussi présents en coopération et en concurrence avec elle. Ils profitent de tout y compris de l'épidémie Ebola pour conforter leur présence, celle par exemple de 3.000 militaires au Liberia. Djibouti est devenu un carrefour de présence militaire avec des forces françaises, étasuniennes, japonaises sans oublier la Chine qui entend y être présente. Cette dernière participe déjà à des manœuvres militaires conjointes avec des pays africains comme le Gabon.

A cette lutte sans merci entre les puissances impérialistes s'ajoute une lutte idéologique intense menée en particulier par l'intermédiaire d'Organisations Non Gouvernementales (ONG). Ces ONG ne sont pas qu'une simple bonne conscience du capitalisme. Si Bill Gates investit dans la lutte contre le Sida, c'est qu'il en tire au moins deux avantages. L'un est fiscal, l'autre revient à justifier la liquidation de services publics en particulier en matière de santé. Les ONG jouent donc un rôle idéologique important elles préservent le capitalisme monopoliste d'une critique de fond qui servirait de socle à sa contestation et en même temps elles englobent une partie des forces capables de contester l'impérialisme dans des démarches de types philanthropiques qui les neutralisent.

Au plan politique, la liquidation des courants révolutionnaires entraîne l'émergence de courants politiques qui, s'ils contestent la brutalité des régimes au service de l'impérialisme, n'en sont pas moins des voies de garage. Au Sénégal le mouvement « Y en a marre » collabore avec la fondation de G. Soros et se définit comme apolitique. Il en va de même avec le « Balai citoyen » au Burkina Faso. Ces mouvements qui aspirent le profond mécontentement n'ont pas pour objectif un changement profond d'orientation politique mais bel et bien le maintien des « règles du jeu » capitaliste.

Pour les révolutionnaires, la situation est complexe face à l'emprise d'un impérialisme renforcé par l'émergence d'un capitalisme africain. Cependant au plan politique comme syndical, des luttes se développent contre l'exploitation humaine et le pillage de l'Afrique. C'est un devoir et un intérêt de classe pour les révolutionnaires dans le Monde entier d'être solidaire et d'aider ces luttes. C'est la position du Parti Révolutionnaire Communistes en France.